

**Procès-verbal de mise à disposition  
De la maison des associations à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse**

**Etabli entre :**

**La commune de Grasse**, identifiée sous le numéro SIREN N° 210 600 698 000 18 et représentée par Mme Karine GIGODOT, Conseillère Municipal en charge des affaires juridiques, agissant au nom et pour le compte de ladite commune en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 4 avril 2023, reçue en Préfecture le xxx avril 2023.

**D'UNE PART,**

**ET**

**La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse**, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12, dont le siège est situé au 57 avenue Pierre Sépard 06131 GRASSE et représentée par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération, habilité à signer les présentes en vertu d'une délibération n° XXXX du conseil communautaire prise en date du 06 avril 2023, visée en Préfecture le XX avril 2023.

**D'AUTRE PART,**

\*\*\*\*\*

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L1321-1, L 5211-5-1, L.5211-17, et L 5216-5 ;

Vu la loi n°99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale,

Vu la loi n°04-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération en vigueur ;

Considérant que la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse est compétente pour créer et mettre en œuvre des dispositifs pour développer l'enseignement supérieur et la recherche sur le territoire, dont le déploiement d'un campus territorial multisite,

Considérant qu'aux regards des enjeux du développement de l'enseignement supérieur et de la recherche pour le territoire et de l'intérêt de redynamiser le centre historique de la Commune de Grasse, la Ville s'est inscrite dès le début dans le déploiement du projet Grasse Campus,

Considérant qu'à ce titre, la Commune de Grasse, est propriétaire d'un bien, situé au 16, rue de l'Ancien Palais de Justice, dénommé « maison des Associations », bâtiment à réhabiliter dans le cadre de ce projet,

Considérant les statuts de la communauté d'agglomération du pays de Grasse et de sa compétence facultative telle que définie en matière de développement d'enseignement supérieur et de la recherche,

Considérant que le code général des collectivités territoriales prévoit de plein droit la mise à disposition à titre gratuit, sans transfert de propriété, des biens meubles et immeubles nécessaires à l'exercice d'une compétence transférée ;

Considérant que ledit bien désigné « Maison des Associations » de la Commune de Grasse est dédié au soutien de l'action de Grasse Campus, et par voie de conséquence, doit être mis à disposition à la CAPG, pour l'exercice de sa compétence enseignement supérieur et de la recherche, conformément au L1321-1 du code général des collectivités territoriales,

Considérant que le Code général des collectivités territoriales prévoit de plein droit la mise à disposition à titre gratuite, des biens meubles et immeubles nécessaires à l'exercice d'une compétence transférée ;

Considérant qu'il convient de constater contradictoirement la mise à disposition de ce bien en précisant sa consistance, sa situation juridique, son état général ainsi que sa valeur ;

Considérant que ce procès-verbal emporte transfert des locaux ainsi que ses contrats et substitution de la commune à la CAPG dans ses droits et obligations rattachés audit bien ainsi transféré,

Considérant que la mise à disposition des biens immobiliers n'entraîne pas de transfert de propriété, ni de transfert de pouvoir d'aliénation ;

Considérant la nécessité d'établir un procès-verbal de mise à disposition des locaux de l'immeuble situé 16, rue de l'ancien Palais de Justice à Grasse conformément au plan annexé de façon contradictoire entre le Maire de la Ville de Grasse ou son représentant et le Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;

#### **AU VU DE CES DISPOSITIONS EST ETABLI LE PROCES-VERBAL DE CONSTAT DE TRANSFERT DES BIENS SUIVANTS :**

**Article 1** – Est constatée par le présent procès-verbal la mise à disposition à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, à titre gratuit, à compter de sa signature, les locaux accueillant actuellement la maison des associations située 16, rue de l'ancien Palais de Justice à Grasse, partie du domaine public conformément au plan annexé, pour une contenance cadastrale de 920m<sup>2</sup> représentant le terrain d'assiette de deux constructions : un bâtiment principal d'une surface de 848 m<sup>2</sup> et un bâtiment annexe d'une surface de 276 m<sup>2</sup>

**Article 2** – Le bien est mis à disposition en l'état où il se trouve à compter de la date de signature du procès-verbal à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse.

**Article 3** – Une liste précisant la consistance, l'état et la situation juridique des biens, les parcelles cadastrées concernées, leur valeur nette comptable, l'évaluation de leur remise en état ainsi que d'autres mentions apportées contradictoirement est jointe en annexe du présent procès-verbal.

**Article 4** – La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse est substituée de plein droit à la commune dans tous les contrats liés à l'entretien et aux réparations nécessaires à la préservation de la partie du bien transféré. Elle est désormais détentrice du pouvoir de gestion et assume l'ensemble des droits et obligations du propriétaire des biens considérés, à l'exception du droit d'aliénation.

**Article 5** – Le Maire conserve son pouvoir de police.

**Article 6** – La présente mise à disposition sera constatée dans les comptes des deux collectivités par des opérations d'ordre non budgétaire dans le courant de l'exercice 2023 sur la base d'un actif dont la valorisation totale s'établit à 1 969 000,00 €

**Article 7** – La présente mise à disposition des biens s'opère durant la durée de l'exercice effectif de la compétence communautaire.

Fait à Grasse le

**Pour la Commune de  
GRASSE**

La Conseillère Municipale en charge  
des Affaires Juridiques

**KARINE GIGODOT**

**Pour la Communauté d'Agglomération du Pays de  
Grasse**

Le Président,

**Jérôme VIAUD**  
Maire de Grasse  
Vice-président du Conseil départemental  
des Alpes-Maritimes

## ETAT DESCRIPTIF ET COMPTABLE DES BIENS MIS A DISPOSITIONS

### 1- Descriptif général du bien de la commune de Grasse

#### Désignation du bien :

Le bâtiment mis à disposition est situé au 16 rue de l'ancien Palais de Justice à Grasse dénommé « maison des Associations », cadastré BM 181, partie du domaine public conformément au plan annexé, pour une contenance cadastrale de 920m<sup>2</sup> représentant le terrain d'assiette de deux constructions :

- Un bâtiment principal d'une surface de 848 m<sup>2</sup>
- Un bâtiment annexe d'une surface de 276 m<sup>2</sup>

Les caractéristiques principales de ce bien sont les suivantes.

#### - **Accès**

L'accès principal au bâtiment se fait par le Rue de l'Ancien Palais de Justice. Le bâtiment comporte une unique entrée qui ouvre sur le hall. L'accès au bâtiment annexe se fait par la Montée du Casino. Un accès carrossable est également présent depuis la Montée du Casino.

#### - **Bâtiments**

Le bâtiment principal est un parallépipède rectangle auquel se sont adjointes des constructions latérales plus récentes. Le bâtiment originel comportait 2 étages principaux, avec des planchers intermédiaires. Depuis la surélévation, le bâtiment actuel comporte 3 étages.

Le bâtiment annexe comporte quant à lui 2 étages

#### - **Classement**

Ces bâtiments ne sont ni inscrits ni classés à l'inventaire des monuments historiques. En revanche, il est dans des périmètres de protection des monuments historiques.

#### - **Architecture**

L'architecture du bâtiment principal est représentative du style néo-classique sous Louis-Philippe. Il s'agit d'un exemple d'architecture parlante et moralisante : sévère, isolée dans l'environnement et didactique.

#### Appréciation sur l'état général du bien :

##### Etat :

L'état général des bâtiments est le suivant :

Structure : état assez moyen

Couverture : état dégradé

Façades : état dégradé

Menuiseries extérieures : état fortement dégradé

Intérieurs : état dégradé

Equipements techniques (CVC, électricité, ascenseur, ...) : état fortement dégradé

La mise à disposition des bâtiments et des biens mobiliers équipements rattachés, se réalisent en l'état où ils se trouvent à compter du 01 mars 2023.

#### Servitudes :

Les bâtiments ne sont pas grevés d'aucune servitude.

### 2- Descriptif à l'actif de la commune de Grasse

Parcelle BM 181 répertoriée dans l'actif de la Ville et domaine public valorisé à 1 969 000,00 €

Le bien est ainsi réparti :

- Une parcelle d'une contenance cadastrale de 920 m<sup>2</sup> valorisée à 1€, référencée TER-01006-2115 dans l'actif de la Ville
- Un bâtiment principal d'une surface de 848 m<sup>2</sup> valorisé à 1 485 509,00 €, référencé BAT-PUB-AUT-PALAIS-1, dans l'actif de la Ville
- Un bâtiment annexe d'une surface de 276 m<sup>2</sup> valorisé à 483 490,00 € référencé BAT-PUB-AUT-PALAIS-2, dans l'actif de la Ville

Valeur totale nette : 1 969 000,00 €

#### Annexe :

- Plan cadastral
- Plans des niveaux des bâtiments